

Conférence de presse section PS Tarbes Non à la privatisation de l'abattoir

La question de l'abattoir est pour nous socialistes une question éminemment politique qui concerne les tarbais et contrairement à ce qu'a déclaré le maire de Tarbes lors du conseil municipal, nous ne pensons pas que « les tarbais se foutent de l'abattoir ».

La question qui se pose sur ce dossier est : est-ce que l'agro-alimentaire sur toute sa chaîne doit être entre les seules mains du privé. Ou bien comme nous le pensons, si l'articulation de celle-ci ne doit pas relever du service public. Pour nous, l'abattage et la découpe sont de compétence publique. Nous concevons ainsi l'abattoir comme un outil de développement local et pas un outil exclusivement au service d'un groupe industriel.

Dans ce dossier, nous regrettons d'abord la manière dont s'est déroulé le débat : une simple information au conseil de janvier à 22h, puis un minimum de discussions lundi au bout de 2h alors que ce sujet important aurait pu être mis au début de l'ordre du jour. Tout a été fait pour que le débat soit réduit à sa plus simple expression. Pourquoi l'opposition n'a jamais été associée aux discussions avec le groupe Arcadie ? Le maire dit qu'il y avait urgence à privatiser l'abattoir pour ne pas perdre la certification européenne. Hors ce projet avec Arcadie remonte à plus d'un an. Nous n'avons aucune preuve de ce qu'avance le maire sur le risque de déclassement.

La municipalité UMP annonce la création d'une quarantaine d'emplois du fait de l'arrivée du groupe Arcadie. Il s'agit en fait uniquement de la délocalisation de l'activité abattage-transformation du porc du site d'Auch. Cette délocalisation qui concerne 48% de l'activité de l'abattoir d'Auch, propriété d'Arcadie met en péril ce dernier et constitue une menace sérieuse sur les 100 emplois de la structure.

Il est important de savoir que le groupe Arcadie est dirigé par Barthélémy Aguerre, élu UMP en pays Basque.

Les raisons de cette délocalisation ne seraient d'abord et avant tout que politiques : M. Aguerre, élu UMP souhaitant faire plaisir à un maire UMP au détriment d'un maire PS.

M. Trémège en tant que conseiller régional ne doit-il pas aussi raisonner au niveau régional. Nous sommes dans ce dossier dans une logique libérale de mise en concurrence des territoires.

Cette privatisation de l'abattoir pose un certain nombre de problèmes et de questions :

Cela signifie tout d'abord la fin du service public

les coûts d'abattage risquent selon certains professionnels de subir une forte hausse
l'abattoir va perdre les éventuelles aides auxquelles il aurait pu prétendre de la part du conseil régional du fait de cette délocalisation intra-régionale

Pour les usagers particuliers qui utilisent l'abattoir pour des fêtes religieuses, ils possèdent un endroit spécifique, ce dernier doit disparaître donc plus de possibilité pour eux de trouver ce type d'endroit sur Tarbes.

Quel avenir pour la SICA de Tarbes ?

La spécialisation dans le porc induit la fin de l'abattage des ovins à Tarbes. Les bovins resteraient mais jusqu'à quand ?

Ce projet vise aussi à renforcer un grand groupe de l'agro-alimentaire et à créer une sorte de monopole privé. Cela va à l'encontre des filières locales et de la vente directe qui se développe de plus en plus. Pour information, tout l'ovin vendu par Arcadie provient du Royaume-Uni.

Des producteurs locaux inquiets de ce projet ont demandé à rencontrer il y a plusieurs mois l'adjoint de Tarbes chargé de l'abattoir. Ils ont alors croisé Trémège qui leur a lancé : « si quelqu'un me fait un chèque, je le prends ! ». Cela montre le mépris qu'il a pour ces producteurs. Nous espérons que les élus locaux, attachés au maintien d'une agriculture locale s'en souviendront en septembre lors des élections sénatoriales, puisque le maire de Tarbes va solliciter leurs suffrages.

Nos propositions :

Pourquoi ne pas demander une mission d'audit à la mission agro-alimentaire pyrénéenne (qui dépend de la CACG). La MAP a beaucoup travaillé sur la question des abattoirs et dispose d'une grosse expérience d'audits, notamment sur les abattoirs de St Jean Pied de Port, Quillan.

Nous devrions développer autour de l'abattoir public une filière au service de tous les opérateurs locaux de l'amont à l'aval. Notre projet doit favoriser le développement d'un marché local au sein d'une zone rurale en valorisant la production de proximité. On peut imaginer de la fourniture aux collectivités (écoles, collèges et lycées) par exemple. Il est important de savoir ce qui est servi dans les assiettes des enfants dans les établissements scolaires. Voulons nous des produits de qualité, issus de producteurs locaux ou voulons-nous des produits qui ont fait le tour du monde ? Ce sont des conditions qui doivent permettre à l'abattoir d'assurer sa pérennité.

